

VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOÏSME !

VIVE LA GUERRE POPULAIRE !

Jacques Duclos

Rapport présenté au comité central du Parti Communiste

(1944)

Au début de cette réunion de notre C.C. que nous sommes heureux de voir présidée par notre vénéré Marcel Cachin, je veux rendre hommage à la mémoire de nos morts, membres du C.C., Pierre Sémart, fusillé ; Gabriel Péri, fusillé ; Félix Cadras, fusillé ; Pierre Rebière, fusillé ; Georges Wodli, pendu ; Jean Catelas, guillotiné ; Nédelec, mort de maladie dans la clandestinité.

Avec eux je salue tous nos morts, nos milliers de morts, et je vous demande d'observer UNE MINUTE DE SILENCE.

L'exemple de ces morts nous guide dans nos combats, et leur sang généreux a fait et fera germer de nouvelles moissons de communistes, d'hommes de courage et de volonté qui contribueront à reconstruire la France après l'avoir délivrée.

Je veux tout d'abord saluer, après Marcel Cachin, la présence parmi nous d'un adhérent de la période de clandestinité qui fait honneur à notre Parti : Joliot-Curie, une de nos gloires scientifiques en même temps qu'un valeureux combattant de la libération nationale.

(Applaudissements.)

Et maintenant, avant d'entrer dans le sujet de mon rapport, je veux dire toute l'affection que nous portons à notre secrétaire général, Maurice Thorez, dont il faut obtenir qu'il puisse rapidement rentrer en France pour y continuer son combat de toujours pour la France, pour le peuple, pour le progrès social.

(Applaudissements.)

Nous pouvons nous réunir librement dans notre siège parce que l'insurrection parisienne a été victorieuse et a permis de chasser l'ennemi de notre capitale.

Notre Parti peut s'enorgueillir d'avoir été l'âme de cette insurrection, et nous pouvons aujourd'hui, avec fierté, dresser sommairement le bilan de notre activité depuis cinq ans.

Il y a cinq ans, en effet, que notre Parti fut dissous, que l'Humanité fut supprimée. La 5^{ème} colonne, en attaquant notre Parti, voulait : isoler la France, la séparer d'avec l'U.R.S.S., la livrer à Hitler, en faire un instrument antisoviétique, comme le montra l'attitude du gouvernement Daladier dans les affaires de Finlande.

Nos députés furent traduits en justice ; on essaya de les amener au remaniement du Parti, mais les efforts de la 5^{ème} colonne furent vains ; nos camarades se montrèrent fermes et courageux et je salue tous les camarades députés qui sont aujourd'hui encore à Alger, dans la personne de Waldeck-Rochet, qui vient d'arriver de Londres.

Parmi ces députés, deux ne reviendront plus : Prachay, mort des suites d'une maladie contractée en prison ; Cossonneau, mort pour la France dans l'accomplissement d'une mission. Nos camarades d'Alger vont bientôt venir et, parmi eux, nous aurons la joie de retrouver notre cher André Marty.

La politique de la 5ème colonne conduisit la France à la défaite de 1940, à la capitulation des traîtres de Vichy, au vote scandaleux de l'Assemblée nationale, d'où les élus communistes avaient été chassés.

Quand Paris avait été menacé, le général Dentz avait été nommé gouverneur pour le livrer, tandis qu'il était vidé de ses ouvriers.

Les tanks manquaient au front, mais il y en avait à Paris contre le peuple. La peur du peuple, et en particulier du peuple de Paris, avait déterminé la trahison.

A ce moment-là, notre Parti fit des propositions concrètes. Il proposait les mesures suivantes :

1° Transformer le caractère de la guerre, en faire une guerre nationale pour l'indépendance et la liberté ;

2° Libérer les députés et militants communistes, ainsi que les dizaines de milliers d'ouvriers emprisonnés ou internés ;

3° Arrêter immédiatement les agents de l'ennemi qui grouillent dans les Chambres, dans les ministères et jusque dans l'état-major et leur appliquer un châtime exemplaire ;

4° Ces premières mesures créeraient l'enthousiasme populaire et permettraient une levée en masse qu'il faut décréter sans délai ;

5° Il faut armer le peuple et faire de Paris une forteresse inexpugnable.

Naturellement, les traîtres restèrent sourds à ces propositions de courage et de bon sens qui ne purent malheureusement pas être diffusées avec toute l'ampleur nécessaire.

En 1940, la clique de la trahison qui agissait au sein du gouvernement avait mis en avant le mensonge de Thorez à l'Elysée pour, livrer la France à Hitler.

Toujours on trouve l'anticommunisme, la peur du peuple dans les tractations avec l'ennemi.

Dès juillet 1940, notre Parti appelait à la résistance dans un appel signé Maurice Thorez et Jacques Duclos, et dans lequel on pouvait lire :

« La France, encore toute sanglante, veut vivre libre et indépendante. Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple desclaves. La France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé; la France, au passé si glorieux, ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prêts à toutes les besognes.

C'est dans le peuple que résident les grands espoirs de libération nationale et sociale. Et c'est autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage, que peut se constituer le front de la liberté, de

l'indépendance et de la renaissance de la France. »

Ainsi, le général de Gaulle n'était pas seul à parler de Londres pour faire appel à la résistance. Nous engageons la lutte sur le sol même de la patrie meurtrie et notre lutte, depuis ce moment, a été ininterrompue.

En juillet 1940, notre Parti venait de recevoir l'appoint de nouvelles forces, de militants démobilisés, mais il avait des dizaines de milliers de membres emprisonnés ou internés, prisonniers de guerre.

Les boches virent tout de suite dans notre Parti un ennemi irréductible qu'ils étaient décidés à frapper. En juillet 1940, les diffuseurs de l'Huma étaient arrêtés.

En septembre et octobre 1940, c'est par centaines que des militants furent arrêtés et, parmi eux, plusieurs de ceux qui, un an plus tard, devaient être fusillés à Châteaubriant : Timbault, Granet, Poulmarch, Perrouault et d'autres qui devaient s'évader par la suite, comme Mauvais, Grenier, Sémat.

Mais, malgré cela, la lutte continuait. Notre J.C., qui avait à sa tête notre magnifique Danielle Casanova, appelait la jeunesse à l'action et, le 11 novembre 1940, des étudiants manifestaient à l'Etoile.

Plusieurs d'entre eux furent fusillés. Notre Politzer exalta le sacrifice de ces jeunes patriotes.

Quand à la fin de 1940, Rosenberg vint insulter la Révolution française à la Chambre des députés, notre Parti publia la

réponse cinglante Sang et or, due à la plume de Politzer.

Pendant ce temps, notre Gabriel Péri écrivait une brochure : Le Parti a vingt ans. Et, peu de temps après, Péri écrivait une nouvelle brochure : Non, le fascisme n'est pas le socialisme, pour dénoncer les charlatans nazis et les montrer comme les hommes des trusts.

L'Allemagne hitlérienne qui venait de battre la France était forte: Les traîtres de Vichy croyaient à sa victoire définitive. Les lâches et les « habiles » s'accroupissaient devant le vainqueur. Mais notre Parti luttait et il luttait tout seul alors.

Nos militants faisaient de la propagande, et aussi ils récupéraient des armes pour s'en servir au moment opportun contre l'ennemi.

C'est ainsi que, dans l'Est, un de nos camarades, chez qui on avait découvert des armes, fut fusillé.

Dans les usines, alors que les syndicats étaient défailants, alors que la C.G.T. avait été dissoute, les ouvriers, animés par Benoît Frachon, constituaient des comités populaires, revendiquaient.

De ces mouvements sortit la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais de mai-juin 1941.

La bataille contre le boche installé chez nous et disposant de l'appui des traîtres de Vichy semblait devoir être longue, difficile, mais rien ne rebutait notre grand Parti.

Le 15 mai 1941, il lançait un appel à la constitution du F.N.

Le 22 juin 1941, en attaquant l'U.R.S.S., l'Allemagne souleva non seulement la colère ouvrière, mais elle ouvrit de nouvelles perspectives à la masse des Français.

Il apparut dès lors qu'il était possible de lutter avec plus d'efficacité contre les nazis engagés avec la masse de leurs forces à l'Est. Il faut ajouter à cela que le peuple français éprouvait une profonde sympathie pour le pays du socialisme et cela devait accroître encore la haine contre les Allemands.

Le peuple de France devait mettre à profit cette situation en se lançant résolument dans le combat.

C'est à cela que travailla notre Parti de toutes ses forces. Nous avons pris contact avec quelques personnalités pour appeler à la lutte contre les boches et à la constitution du Front National.

Mais les appels ne suffisaient pas, il fallait prêcher d'exemple. C'est là que se place la formation des premiers groupes armés, groupes modestes, mais qui ont ouvert la voie aux F.F.I. Les boches avaient peur et commençaient à fusiller des Français pour des motifs divers : auditions de radios étrangères, etc...

A ce commencement de terreur destiné à empêcher le développement de la lutte armée, il fallait répondre. Un soir de juillet 1941, un officier allemand fut abattu près de la porte d'Orléans par des patriotes.

Puis ce fut un officier allemand abattu au métro Barbès.

Et puis, les premiers groupes de combattants sans uniformes s'armèrent en tuant des boches et firent preuve d'un magnifique

courage.

Les boches voulaient arrêter le développement de ce mouvement de lutte armée. Ils fusillèrent les otages de Châteaubriant, Nantes, Bordeaux coup sur coup.

C'est alors que dans nos rangs, certains éléments essayèrent de combattre « théoriquement » notre politique et parlèrent d'« actes individuels ».

En vérité, ils reculaient devant le combat.

Ils appelaient « actes individuels » et « terrorisme » ce qui était le point de départ encore timide et hésitant de la lutte armée de tout notre peuple.

La propagande ennemie nous accusait de faire couler le sang de nos propres camarades. On essayait de détourner contre nous la haine que les fusillades d'otages devaient mériter aux nazis.

Mais les martyrs de Châteaubriant, eux, avaient compris. Leurs dernières pensées avaient été pour nous dire que nous avions raison.

Nous avons continué notre combat et nous avons tout mis en œuvre pour développer les F.T.P. Il nous a fallu vaincre l'attentisme.

Expliquer la nécessité de la lutte armée.

Montrer comment on pouvait se procurer des armes.

Exalter les actions des partisans en U.R.S.S.

Surmonter les incompréhensions de certains de nos cadres.

Habituer nos militants à un travail nouveau pour eux et vaincre toutes sortes de préjugés.

Ce travail, nous l'avons mené à bien et je veux ici dire le mérite de notre ami Tillon et saluer tous les militants des F.T.P., les colonels Casanova, Baudoin, André, Rol Tanguy, Drumont, Bernard, membres du C.M.N. des F.T.P.

Notre Parti a donné de nombreux militants aux F.T.P., ceux que nous voyons ici et dont nous sommes fiers, ceux qui sont morts: Rebière, Carré, Losserand, le colonel Dumont, Charles Decharge, les frères Camphin et bien d'autres.

Et tandis que nous nous attachions au développement des F.T.P. en rebâtissant ce qui était démoli, en développant les connaissances militaires de nos camarades, en montrant par l'exemple l'efficacité de la guérilla, dans tous les domaines, notre Parti a agi pour entraîner les masses à l'action.

Les Comités populaires ont préparé la réunification de la C.G.T., la formation du B.C. où sont Frachon, Racamond, Raynaud, avec les grandes perspectives d'avenir que cela comporte.

L'activité de notre Parti a déterminé l'émulation. D'autres groupements de résistance sont nés.

Le Front National a connu un grand développement et je salue

son président qui a fait beaucoup pour la cause de la Libération nationale, en même temps que je veux rendre hommage aux efforts faits par Willon et Marrane pour développer le F.N. et en faire une grande force nationale.

Le Conseil National de la Résistance s'est constitué et notre Parti a apporté son concours le plus entier au travail de cet organisme où il a été représenté d'abord par Mercier et ensuite par Gillot.

Parmi les femmes, nous avons travaillé à réaliser leur union au sein de l'Union des Femmes Françaises, nous avons obtenu des manifestations pour le ravitaillement qui, dans Paris, voici deux mois, commencèrent à donner confiance aux masses dans leurs possibilités d'action.

L'U.F.F. a aussi développé un important mouvement de marrainage des F.T.P.

Chez les paysans, nous avons aussi fait pénétrer nos mots d'ordre, malgré l'illégalité, et nous avons continué à créer entre les masses ouvrières et paysannes une union qu'il nous faut consolider et développer.

Enfin, dans le domaine de la propagande, nous avons toujours tiré notre Huma, des tracts, des cours d'éducation, des brochures, les Cahiers. L'appel aux adhésions dans la promotion pour la Libération de la France a été tiré à un million.

Certes, il y a eu beaucoup de difficultés à surmonter, mais on peut dire qu'aucun autre parti, aucun autre groupement de

résistance n'a fait ce que nous avons fait, aucun n'a consacré autant d'efforts' et de militants à la cause de la libération de la Patrie.

On nous appelle le Parti des Fusillés.

C'est un titre de fierté, et rien ne pourra faire oublier ce que nous avons fait pour la France.

LES VICTOIRES DE L'ARMÉE ROUGE

Mais nos efforts de cinq ans de vie clandestine nous créent d'impérieux devoirs pour aujourd'hui et il importe de voir où nous en sommes et ce qu'il faut faire.

Une chose est claire, c'est que l'Allemagne hitlérienne sera battue. Mais un tel résultat n'a été possible que grâce à l'U.R.S.S. dont la glorieuse Armée Rouge a tué ou capturé 9 millions d'officiers et soldats boches.

On peut mesurer maintenant la sottise des détracteurs de l'Armée Rouge qui, comme Paul Faure hier, déclaraient sans rire qu'elle n'avait aucune valeur militaire:

L'Armée Rouge, commandée par un chef génial, a remporté des victoires sans précédent dans l'histoire des guerres. La stratégie stalinienne, fondée sur la confiance dans les masses, sur leur esprit d'initiative, sur l'assimilation par les masses de la technique militaire, a fait ses preuves, et jamais on n'a vu une union plus étroite entre l'armée et le peuple que celle qui existe entre l'Armée Rouge et le peuple soviétique.

Quant aux partisans et partisanes soviétiques, ils ont montré

aux soldats hitlériens ce que peut un peuple décidé à se libérer et leur exemple a grandement contribué au développement des F.T.P. en France.

(Applaudissements.)

Il est certain que sans l'Armée Rouge les hitlériens auraient pu tenir encore des années, de l'aveu même de M. Churchill. Sans l'armée Rouge le débarquement allié aurait été impossible.

C'est pourquoi le peuple de France en pavoisant aux couleurs alliées n'oublie pas l'U.R.S.S. à qui nous devons tant.

Depuis Stalingrad, les victoires ont succédé aux victoires. Jamais un peuple n'avait donné des preuves aussi éclatantes de force que le peuple soviétique. Jamais un peuple n'a manifesté autant de preuves d'attachement au régime qu'il s'est donné.

Après cette guerre, rien ne pourra détourner le peuple de France de la traditionnelle amitié franco-russe qui est le fondement essentiel de l'indépendance, et de la grandeur française.

La France ne peut pas ne pas voir, dans les réalisations sociales de l'U.R.S.S., comme la continuation de ce que firent nos ancêtres de la Grande Révolution.

Les boches ne s'y sont pas trompés. Le journal Das Schwarze Korps, organe des SS, du 14 août 1941 écrivait en effet :

« Les nationaux socialistes allemands sont dans leur guerre contre l'U.R.S.S. les successeurs de ceux qui combattirent voici cent cinquante ans la Révolution française. »

L'amitié franco-soviétique, si nécessaire pour la France, n'est

d'ailleurs nullement exclusive et tous les Français veulent qu'à la guerre actuelle survive demain, une étroite amitié de la France et de ses grands alliés d'Angleterre et d'Amérique sur la base de l'égalité des droits et de l'indépendance politique et économique de notre pays.

L'union des pays alliés est solide et Hitler en a fait l'expérience. Il a tout fait pour diviser les nations unies.

Il a tout fait pour faire croire que ce second front ne se ferait jamais parce que, promis en 1942, il tardait beaucoup à se faire, mais le débarquement du 6 juin 1944 a démenti les pronostics hitlériens.

Il a tout fait pour faire croire que l'Europe allait être bolchevisée, mais ses mensonges ont fait long feu.

L'U.R.S.S. se montre respectueuse de l'indépendance des peuples.

Elle fut la première à signer un traité avec le gouvernement tchécoslovaque pour régler l'administration des territoires tchécoslovaques libérés. Dans la partie de la Roumanie qu'elle occupait, l'Armée Rouge a agi d'une façon modèle en ce qui concerne le respect des institutions d'un pays occupé.

Maintenant les Roumains ont compris que Hitler et ses valets mentaient en accusant l'U.R.S.S. de tous les crimes et leur renversement d'alliance vient de porter un nouveau coup à l'Allemagne hitlérienne.

L'Union soviétique a montré aussi son souci de respecter les

droits du peuple polonais en concluant un accord sur l'administration des territoires polonais libérés avec le Comité polonais de Libération nationale constitué en Pologne.

Ainsi ont été créées les bases d'une solide amitié soviéto-polonaise, tandis que le gouvernement polonais émigré à Londres, sous la pression de certains éléments réactionnaires, s'était livré et continue à se livrer à toutes sortes d'attaques antisoviétiques.

Sous les coups de l'Armée Rouge le bloc hitlérien s'est désagrégé. Hitler ne peut plus compter sur la Finlande, la Roumanie s'est retournée contre lui, la Bulgarie a suivi le même chemin, la Hongrie est en proie à des difficultés intérieures grandissantes, et en Allemagne même l'attentat du 20 juillet met à nu une crise politique et militaire qui n'a cessé de s'approfondir depuis.

Au surplus, l'Armée nationale de libération du maréchal Tito, en Yougoslavie, ne cesse de se développer et de jouer un rôle de plus en plus grand dans la guerre contre l'Allemagne tout en stimulant les mouvements des partisans dans les pays balkaniques.

Hitler, qui avait cru remporter la victoire, sent approcher l'heure de l'écrasement ; il a vu un pays comme la Turquie sortir de sa prudente réserve en rompant avec l'Allemagne ; il voit l'union des Alliés plus forte que jamais, il voit dans chaque pays l'union des patriotes plus forte que jamais et il ne peut pas ne pas voir dans ces faits la certitude de son écroulement.

Nous sommes fiers, nous, communistes français, de voir que

partout les communistes sont considérés par Hitler comme l'ennemi n° 1.

Nous sommes fiers de les voir partout à la pointe du combat, et si la dissolution de l'Internationale communiste a rompu entre nos partis les liens d'organisation qui nous unissaient, il n'en teste pas moins que nous nous sentons les frères de tous les communistes qui, partout, à travers le monde, de l'Union soviétique à la Chine, dans tous les pays d'Europe, en Italie comme en Yougoslavie, en Grèce comme en Bulgarie, en Belgique comme en Hollande, dans les pays alliés et en Allemagne même luttent contre l'odieuse barbarie fasciste.

Et si partout les communistes se battent avec tant de courage et d'abnégation, c'est parce qu'ils sont animés, par une foi, la foi en l'homme, parce qu'ils ont le respect de la personne humaine, parce qu'ils croient à la possibilité de créer une société où l'homme ne sera pas un loup pour l'homme, mais où l'homme sera un frère pour l'homme.

Bien des ennemis du Communisme ont essayé de présenter notre Parti comme un organisme pesant qui étouffe la personnalité.

Jamais rien n'a été plus faux.

Nous n'imposons pas un dogme figé à nos militants, nous leur donnons une méthode d'analyse et de compréhension des événements, nous leur inculquons une conception du monde basée sur la raison scientifique et non sur des préjugés.

Partout le Communisme forme des hommes fraternels,

courageux, ennemis de l'ignorance, avides de savoir, hautement conscients de leurs devoirs, pour qui les paroles et les actes doivent toujours être en concordance.

L'homme communiste se dresse dans toute son humanité contre le soldat hitlérien, incapable de raisonner et obéissant comme une brute aux ordres les plus barbares de ses chefs.

Et l'homme communiste est bien éloigné aussi du scepticisme et de la lâcheté que certains politiciens inculquent à ceux qui les suivent.

Il y a une grande différence entre nous et ceux qui en faisant Munich livraient la France à Hitler et brisaient l'alliance franco-soviétique pour avouer ensuite leur lâche soulagement et leur honte.

Et il n'y a rien de commun entre nous et ceux qui criaient : « Plutôt la servitude que la mort ! » tentaient de déviriliser notre peuple et préparaient l'asservissement de la France.

Notre Parti est une école de courage, de clairvoyance ; il est fondé sur le dévouement et le sacrifice de ses membres, et pendant cinq ans il vient de montrer que rien ne peut l'abattre parce qu'il est la chair de la chair et le sang du sang de notre peuple.

(Applaudissements.)

Notre Parti s'était rencontré avec le général de Gaulle pour dire que l'insurrection nationale était inséparable de la libération nationale, et nous avons eu pour préoccupation essentielle de

préparer cette insurrection.

Nous avons combattu les attentistes qui prétendaient se réserver pour le jour « J » en expliquant qu'on ne pourrait se battre au jour « J » que dans la mesure où on se serait battu auparavant.

Nous avons combattu ceux qui voulaient faire une « armée en conserve » et nos camarades militant dans les F.T.P. ont mené, contre l'ennemi, une guérilla très efficace dont témoignera le recueil de tous les communiqués des F.T.P., recueil que nous souhaitons voir prochainement édité.

Nous avons combattu ceux qui opposaient à la conception de petits groupes de combat, harcelant l'ennemi sans lui laisser de répit, la conception des grosses concentrations de « maquisards » laissés dans l'inactivité et soumis parfois à la propagande anticommuniste.

Nous avons dénoncé les agissements de certains éléments de la Résistance qui ont fait d'intolérables différences entre les patriotes français, notamment le B.C.R..A. qui a saboté l'armement des F.T.P. et favorisé l'armement de groupements fascistes infiltrés dans la Résistance.

Nous avons dénoncé les liaisons existant entre certains éléments de la Résistance et des traîtres comme Darquier de Pellepoix, LeroyLadurie et Dorgères, de même que nous avons dénoncé les intrigues de Clément et de Lambert-Ribot pour essayer d'utiliser le maquis pour le compte du Comité des Forges.

Nous avons dénoncé les parachutages d'armes faits à des groupements se déclarant ouvertement anticomunistes, pour qui le principal souci était, non pas de combattre le boche, mais de combattre le peuple.

Nous avons dénoncé à maintes reprises l'insuffisance scandaleuse de parachutages d'armes dans la région parisienne, et nous étions fondé à voir en cela une marque de méfiance à l'égard du peuple de Paris.

Mais jamais nous n'avons admis que l'on puisse reculer devant le combat du fait du manque d'armes, et c'est ainsi que, dans un supplément à la Vie du Parti du mois de juillet, nous avons expliqué concrètement, en nous servant des enseignements de Lénine et de l'expérience de l'Histoire, comment on peut, malgré tout, se procurer des armes.

(Applaudissements.)

Néanmoins, il faudra bien que la lumière soit faite sur les responsabilités de ceux qui ont saboté le parachutage d'armes pour les formations qui se battaient chaque jour, et ont favorisé l'armement de groupements de guerre civile.

La lumière devra être faite et la lumière complète, car les armes ainsi détournées de leur objet véritable sont souvent tombées entre les mains de la Gestapo, et la France qui s'est battue a le droit de connaître les dessous de certains agissements.

De même, il faudra que les fonds utilisés par la Résistance soient contrôlés, car si les uns ont reçu très peu, d'autres ont reçu beaucoup.

Nous possédons des renseignements précis sur ces questions, et le jour viendra où il faudra effectuer un contrôle sévère et public des dépenses faites.

De l'exposé de ces faits, il ressort que chez certains éléments de la Résistance on pouvait constater à la fois des sentiments anticomunistes plus ou moins avoués et aussi une certaine méfiance à l'égard du peuple de Paris, en raison de la grande influence dont notre Parti dispose dans la capitale. C'est en tenant compte de ces considérations que nous allons examiner l'insurrection parisienne.

L'INSURRECTION PARISIENNE

Le 10 août, les cheminots se mettaient en grève dans un certain nombre de gares et de dépôts, et les jours suivants la grève s'étendait à l'ensemble des cheminots de la région parisienne. C'est un grand honneur pour les cheminots d'avoir été ainsi à la pointe du combat et d'avoir vengé leur chef inoubliable, Pierre Sémard.

(Applaudissements.)

Le mouvement de grève des cheminots s'étendit aux P.T.T., tandis que, de nombreuses usines de la région parisienne étant fermées faute de courant, des milliers d'ouvriers de l'industrie privée étaient eux aussi en grève. De leur côté, les policiers parisiens entrèrent en grève le 16 août.

Tandis que les Alliés approchaient de Paris, la température montait, les masses voulaient se battre; l'affiche des F.T.P. appelant à la mobilisation générale les officiers et sous-

officiers, en application des directives du G.P.R.F., produisit une énorme impression, et l'appel des élus du Parti de la région parisienne appelant à l'insurrection libératrice, placardé le 18 août sur les murs de la capitale et de la banlieue, ainsi que les appels du Comité parisien de la Libération donnèrent nettement l'impression au peuple de Paris que l'heure de l'insurrection avait sonné.

Alors commença la prise des mairies, de bâtiments publics et l'occupation des locaux ennemis, tandis que les policiers patriotes s'emparaient de la Préfecture de police et de l'Hôtel de Ville.

Les Allemands tentèrent de réoccuper la Préfecture de police mais ne réussirent pas, et de l'extérieur les F.F.I. aidèrent à la défense de la Préfecture.

C'était le 19 août. Dès lors les conditions étaient créées pour un développement vertigineux de l'insurrection parisienne. Mais à ce moment se produisit un événement sur lequel il faut s'expliquer.

Dès le 19 août au soir, une affiche était placardée sur la mairie de Vanves. Cette affiche était ainsi conçue : « En raison de la promesse faite par le commandant allemand de ne pas attaquer les édifices publics occupés par les troupes françaises et de traiter les prisonniers selon les lois de la guerre, le Gouvernement provisoire de la République française et le Comité national de la Résistance demandent de cesser l'action contre l'occupant jusqu'à l'évacuation de Paris.

« Le plus grand calme est recommandé à la population, qui est

priée de ne pas stationner dans les rues.»

Le lendemain cette affiche était placardée ailleurs et des voitures avec haut-parleurs annonçaient dans tout Paris la conclusion de la trêve.

Que s'était-il passé ?

Les Allemands, craignant d'être prisonniers du peuple de Paris, avaient fait toucher le délégué général du G.P.R.F. par le consul de Suède et la trêve avait été conclue sans que nous sachions en détail comment les négociations eurent lieu.

Ce que nous savons, c'est que le 19 et le 20 août le délégué général n'assista pas aux réunions du C.N.R., et nous savons aussi qu'il fut arrêté par la Gestapo, sans pouvoir préciser à quel moment.

L'autorité du G.P.F.R. et celle du C.N.R. avaient été mises en avant. Jusqu'à présent le G.P.R.F. n'a pas désavoué cette trêve, mais le C.N.R. refusa de la couvrir et fit sien l'appel au combat lancé par le Comité parisien de la Libération.

Il faudra qu'on sache comment cette trêve a été conclue ; elle a fait couler du sang parisien, et si nous n'avions pas été là pour réagir avec vigueur et courage, les conséquences de cet acte, qui a pris, qu'on le veuille ou non, le caractère d'une trahison, auraient été bien plus terribles pour la population parisienne.

Les négociateurs de la trêve voulaient laisser partir les Allemands au lieu d'appeler les Parisiens à les exterminer ou à les capturer.

Finalement, devant notre réaction énergique, les négociateurs de la trêve eux-mêmes durent avouer que les boches avaient rompu les accords conclus et ils durent parler eux aussi de la nécessité de combattre.

Mais du temps avait été perdu, le trouble avait été créé, les Allemands avaient eu la possibilité de profiter de l'équivoque, et du sang avait coulé.

Or, de cela, ceux qui mit négocié avec les boches en pleine bataille, pour autre chose que la capitulation sans condition, portent la responsabilité.

Malgré toutes ces manoeuvres, l'insurrection parisienne a été victorieuse. Paris s'est libéré lui-même, les F.F.L, les unités d'élite des F.F.I. que constituent les F.T.P. et les Milices patriotiques ont délivré la capitale, et quand les soldats de la division Leclerc et des soldats américains sont entrés z Paris, il ne restait plus que quelques îlots à réduire.

Je salue, au nom du Comité central, ceux qui sont tombés, au cours de l'insurrection parisienne, sur ces barricades surgies du pavé parisien et construites par tout un peuple soulevé, par des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards.

Je salue les F.F.I. qui se sont battues dans Paris au cours des glorieuses journées de l'insurrection et je salue les F.T.P. qui poursuivent leur combat dans la banlieue Nord contre le boche et accomplissent de nombreux faits d'armes.

Je salue les Milices patriotiques qui ont joué un rôle immense dans la bataille des barricades et qui maintenant continuent à

combattre les éléments de la cinquième colonne se livrant à des provocations et à des actes de terrorisme. Les Milices patriotiques sont l'expression du peuple mobilisé pour se défendre contre les ennemis dissimulés dans l'ombre, pour assurer la vie du pays en dénonçant et en livrant à la police les traîtres, les profiteurs de la misère du peuple, les saboteurs de la remise en route de l'économie nationale.

Avec les morts de l'insurrection parisienne, je veux saluer la mémoire de nos élus de la région parisienne fusillés par l'ennemi : Gabriel Péri, Pierre Sémard, Charles Michels, Auffret, Grandel, Gardette, Le Gall, Frot, Cariou et la mémoire de Timbault, secrétaire du Syndicat des métallos parisiens.

C'est en suivant leur exemple que les insurgés parisiens se sont battus.

(Applaudissements.)

PARIS A BIEN MÉRITÉ DE LA PATRIE

Ce ne sont pas seulement les F.F.I. qui ont libéré Paris, c'est le peuple tout entier qui a fait, une fois de plus, de notre grande capitale la ville de la liberté.

Et cette bataille de la délivrance de Paris aurait été plus rapidement terminée si les Parisiens avaient eu des armes.

Le général Koenig, dans un de ses communiqués sur la bataille de Paris, parla de 50.000 soldats des F.F.I. armés, mais le général Koenig avait été sans nul doute trompé, car il n'y avait pas à Paris 50.000 F.F.I. En armes, mais il y avait du courage,

de l'initiative et beaucoup d'armes boches tombées entre les mains des Parisiens ont servi à combattre les nazis.

Certains disent maintenant que l'insurrection parisienne a éclaté trop tôt. C'est là une étrange appréciation. Sans l'insurrection parisienne, la Gestapo serait encore dans nos murs, des hommes et des femmes seraient torturés et tués chaque jour. A la vérité, pas un Parisien ne trouve que l'insurrection est partie trop tôt.

Elle est partie au bon moment, puisque les forces qu'elle a mises en action étaient capables de vaincre et il n'est pas mal que Paris ait, par son combat, contribué à accélérer le rythme de la libération de la France.

Paris, avec son insurrection, a renforcé les positions de la France dans le monde et il a montré comment les Français eux-mêmes peuvent reconquérir leur indépendance, et participer efficacement à la lutte des Alliés contre l'ennemi commun.

Et on ne saurait trop souligner le rôle immense qu'a joué dans le développement de l'insurrection parisienne notre grand journal l'Humanité qui Partit légalement dès le 21 août et qui, aujourd'hui, dirigé par Marcel Cachin avec Georges Cogniot comme rédacteur en chef, est le premier des journaux de Paris et Pourrait doubler son tirage au moins si le papier ne lui était pas limité.

(Applaudissements.)

Il semble que certains hommes de la Résistance ont cru que notre Parti voulait faire l'insurrection communiste dans Paris.

Peut-être même cette crainte ridicule a-t-elle contribué à déterminer la conclusion de la trêve, ce qui montre que l'anticommunisme et la peur du peuple conduisent tout droit à pactiser avec l'ennemi, mais cela prouve une fois de plus que certains éléments nous connaissent bien mal.

Nous avons dit et répété que ce que nous voulons c'est :

Libérer la France ;
Châtier les traîtres
Donner la parole au peuple.

Ainsi se résume notre politique, ainsi sont précisés les objectifs que nous nous sommes fixés, et ici nous abordons le problème de l'activité de notre parti dans la période actuelle.

NOUS VOULONS LIBÉRER LA FRANCE

Cela signifie que nous entendons consacrer nos efforts à la poursuite de la guerre en vue d'écraser au plus vite l'Allemagne hitlérienne, en vue de hâter le retour de nos prisonniers, en vue de délivrer toutes les provinces de France de l'oppression hitlérienne.

C'est une politique de mobilisation de toutes ses forces pour la guerre que doit poursuivre la France pour pouvoir figurer demain parmi les grandes nations.

Pour cela, il faut :

1° Intensifier l'aide aux F.F.I. des régions encore occupées par l'ennemi, leur envoyer des armes et des munitions en grandes

quantités, tout en mettant fin aux mesures d'ostracisme frappant certaines formations des F.F.I.;

2° Mettre sur pied une grande armée française en y intégrant des unités des F.F.I.

La méthode qui consisterait à vouloir disloquer les F. F. I. et à incorporer les soldats au brassard tricolore dans l'armée française au moyen d'engagements individuels, et sur la base d'un contrôle qui rappellerait le système des fiches, serait sévèrement condamnée par les masses populaires de France.

Une telle méthode témoignerait d'une inadmissible méfiance à l'égard de ceux qui, dans la clandestinité et dans le feu de l'insurrection, ont livré un difficile et périlleux combat.

Une telle méthode témoignerait d'un ostracisme intolérable à l'égard des officiers des F.F.I. qui ont gagné leurs galons dans le combat. Et il serait inadmissible que ces officiers fussent écartés du commandement au bénéfice d'officiers qui se seraient contentés d'attendre pendant que les patriotes se battaient.

Comme toujours aux grandes heures de l'Histoire, c'est du peuple que sont sorties les formations armées de patriotes qui ont constitué les F. F. I. ; c'est du peuple que sont sortis leurs chefs, et c'est avec ces forces issues du peuple que doit être reconstituée une grande armée française profondément unie, et d'où auront disparu toutes les particularités qui ne peuvent avoir place dans les forces militaires d'une grande nation moderne.

En outre, pour libérer la France au plus vite, il faut que tous les Français soient remis au travail.

Mais pour cela, il faut :

1° Faire droit aux légitimes revendications des masses ouvrières qui veulent voir leurs salaires augmentés ;

2° Empêcher les patrons aveuglés par la haine du peuple de saboter la reprise du travail, de saboter l'effort de guerre et de trahir par cela même les intérêts de la France ;

3° Châtier impitoyablement les hommes des trusts qui ont livré l'économie française aux boches, les patrons qui, pendant l'occupation, n'hésitèrent pas à livrer des ouvriers français à la Gestapo.

Il faut, en un mot, montrer aux ouvriers que, dans la France libérée, les travailleurs sont défendus, que les traîtres payent et que les saboteurs sont mis hors d'état de nuire, tout cela afin de hâter l'heure de la victoire.

NOUS VOULONS CHATIER LES TRAITRES

Cela signifie que nous entendons mener avec une extrême vigueur la campagne qui s'impose en vue d'obtenir le châtement de , ceux qui ont pactisé avec l'ennemi.

Les ministres de Vichy doivent payer.

Les journalistes à la solde des boches doivent payer.

Les potentats des trusts qui ont livré l'économie française Hitler

doivent payer.

Ceux qui ont livré des Français à la Gestapo doivent payer.

Et, à ce propos, nous pouvons dire combien il était scandaleux de voir jusqu'à ces jours derniers l'ancien préfet de police Bussières gardé simplement à vue et non emprisonné.

Ceux qui (hommes et femmes) entretenaient des relations mondaines avec les Abetz et autres hauts fonctionnaires boches doivent payer.

Il serait scandaleux que ces privilégiés de la fortune qui ont pactisé avec l'ennemi soient moins frappés que les petits. Il faut, au contraire, que la justice frappe d'autant plus fort qu'elle frappe plus haut.

Les anciens membres de la Milice de Darnand, de la L.V.F., du P.P.F., du R.N.P., les Francistes, etc., doivent payer.

Tous les fonctionnaires nommés depuis juillet 1940 et qui appartenaient à un groupement pro-hitlérien (P.P.F., R.N.P., M.S.R., L.V.F., etc.) doivent faire l'objet d'une enquête d'urgence, car il est indispensable de dépister les agents de l'ennemi embusqués dans les rouages de l'Etat.

En ce qui concerne la police parisienne par exemple, nous saluons l'activité des policiers patriotes qui ont pris la préfecture de police et l'Hôtel de Ville, mais nous n'oublions pas qu'à côté de ces policiers patriotes il y en a d'autres qui ont livré des Français aux boches et ont commis des crimes, comme les bandits de la brigade spéciale.

Tous ces criminels doivent être dépistés, arrêtés et les policiers patriotes auront à cur d'aider à l'épuration de la police.

Quant aux gardes mobiles qui, le 20 août, défendaient encore le Luxembourg pour le compte des boches, ils ont fait preuve d'un manque de dignité patriotique qui ne les qualifie guère pour assurer le maintien de l'ordre dans cette capitale aux yeux de laquelle ils font figure d'agents de l'ennemi.

Enfin, pour ce qui est des fonctionnaires des services du ravitaillement aux divers échelons, leur activité doit faire l'objet d'un examen. Avec Vichy, le système des pots-de-vin et des trafics de toutes sortes était en vigueur.

La malhonnêteté régnait, la masse du peuple était volée par une clique de forbans qui s'enrichissaient de la misère publique.

Il faut donc épurer les services du ravitaillement pour redonner confiance au peuple et lui donner la certitude que chacun ne perçoit que ce à quoi il a droit.

Enfin il faut préciser que les traîtres ne doivent pas seulement être frappés dans leurs personnes mais dans leurs biens, qui doivent être confisqués au bénéfice de la Nation.

Le peuplé de France attend que les pouvoirs publics fassent preuve d'énergie dans la lutte contre les traîtres.

Jusqu'à présent, seule la tête de Pucheu est tombée, mais le peuple appelle d'autres châtiments exemplaires.

NOUS VOULONS DONNER LA PAROLE AU PEUPLE

Cela signifie que nous entendons veiller à ce que le plus rapidement possible le peuple soit consulté dans des conditions de loyauté absolue.

Cela signifie que nous voulons voir la France devenir une véritable démocratie où la souveraineté populaire ne sera pas une formule, mais une réalité.

Il serait dangereux de croire que cela ira sans provoquer des réactions de la part de certains éléments.

Un des hommes du Comité des Forges, M. Clément, président du Syndicat patronal de la métallurgie parisienne, n'hésitait pas à dire, il y a quelques mois, que pour lui le simple partisan du suffrage universel est considéré comme un communiste.

A la vérité, il y a des hommes, notamment à la tête des trusts, qui voudraient instaurer le fascisme, mais sans lui donner son nom et qui voudraient maintenant frustrer le peuple français de sa victoire sur le fascisme de l'extérieur, comme ils s'étaient évertués à le frustrer en 1936 de sa victoire sur le fascisme de l'intérieur.

Les hommes qui dans l'ombre rêvent de l'instauration d'un néofascisme sont les mêmes qui ces jours derniers ont organisé des provocations dans Paris et perpétré des fusillades en vue d'aboutir au désarmement des F.F.I.

Les hommes de la 5ème colonne et du fascisme sont toujours là et la vigilance populaire, l'action énergique des Milices

patriotiques sont plus indispensables que jamais.

Le peuple de France a soif de liberté. Il vient de vivre quatre années d'un régime d'oppression qui lui ont rendu la liberté d'alitant plus chère.

Non seulement le régime de Vichy était un régime instauré sous la protection des boches, mais il était odieux dans ses méthodes. Ce régime donnait le spectacle de réminiscences féodales offrant les particularités suivantes :

1° Le chef de l'Etat, le traître Pétain était pour ainsi dire déifié ; on substituait la fidélité à sa personne à la fidélité à la Patrie ;

2° Le pouvoir personnel le plus absolu et sans aucun contrôle, sauf celui des boches, était en vigueur.

Pétain-Bazaine et puis Laval choisissaient leurs ministres selon leur bon plaisir, au gré de leur fantaisie ou de leurs combinaisons personnelles ;

3° Le népotisme, le favoritisme, l'intrigue sévissaient partout ; on essayait de faire croire au peuple que la liberté était un mal terrible et le pouvoir personnel le plus odieux s'exerçait sous le vocable de « Révolution Nationale » ;

4° La laïcité de l'Etat était mise en cause et la religion catholique apparaissait comme une religion d'Etat, ce qui est intolérable. Il est clair que si nous, communistes, nous luttons côte à côte avec tous les Français sans distinction d'opinions politiques, de convictions philosophiques ou de croyances religieuses, si nous luttons la main dans la main avec le patriote

catholique, cela n'est nullement incompatible avec notre souci d'assurer la stricte laïcité de l'Etat ;

5° La corruption était systématiquement utilisée comme moyen de gouvernement. Pétain et Laval, pour assurer leur pouvoir personnel, s'assuraient à coups de prébendes et de sinécures la complicité d'éléments disposant d'un peu d'influence dans le pays.

Ce régime infect doit être extirpé jusqu'à la racine. C'est le peuple français qui doit se donner en toute liberté le régime de son choix.

Notre Parti a confiance dans le peuple et il ne doute pas que la France se donnera un régime de liberté, une véritable République assurant effectivement la souveraineté populaire.

NOTRE PARTI

Notre Parti, que les Munichois avaient cru pouvoir détruire en engageant contre lui, en 1939, une répression sauvage en même temps qu'ils toléraient les agissements des traîtres de la 5ème colonne, a supporté vaillamment l'épreuve du feu. Beaucoup de nos camarades sont tombés, mais ils ont donné des exemples d'héroïsme que l'Histoire n'oubliera pas.

Les communistes ont montré avec Saint-Just que « les circonstances ne sont difficiles que pour ceux qui reculent devant le tombeau ».

Nous avons vécu des heures terribles, nous avons connu l'angoisse des attentes qui font pressentir le malheur, nous

avons connu les moments terribles où l'on apprend que de braves amis sont tombés, nous avons connu des heures pénibles, mais nous avons vécu aussi la vie exaltante du combat, nous avons connu la joie de voir notre grand Parti tenir debout sous la tempête, remplacer ses cadres disparus, recruter de nouveaux adhérents et accroître son influence par, sa politique de clairvoyance, de netteté et de courage.

Aujourd'hui notre Parti, dans la France libérée, reprend son activité légale et il importe de préciser les tâches qui nous attendent.

Nous devons mener de pair une action vigoureuse pour :

- 1° Renforcer la capacité d'action militaire de la France ;
- 2° Unir les masses et les entraîner à l'action ;
- 3° Adapter l'organisation de notre Parti aux tâches de l'heure.

En conséquence :

Pour l'effort de guerre nous devons intensifier le recrutement des F.T.P.F., inviter les officiers F.T.P. membres du Parti à tout mettre en oeuvre pour collaborer activement à la préparation des unités F.F.I. qui seront intégrées dans l'armée française.

Entraîner les masses à s'assimiler les questions militaires, à tirer les enseignements qui s'imposent de la guerre moderne, des combats des F.F.I. de l'insurrection parisienne, de façon à préparer la jeunesse française au métier des armes, car la France, pour être une grande nation, doit avoir une armée puissante et les communistes qui ont été les pionniers de la lutte armée contre les boches doivent être aux premiers rangs de ceux qui entendent travailler à doter la France d'une

puissante armée, expression de la nation tout entière.

Au surplus, nous devons faire mettre en application par les sections et cellules la décision du Comité central, en vertu de laquelle les combattants des F.F.I. adhérant au Parti sont considérés comme ayant appartenu au Parti à partir du jour où ils entrèrent dans les F.T.P. ou toute autre formation des F.F.I.

Pour les ouvriers, nous devons engager nos organisations et nos militants à travailler au développement des syndicats, à défendre les revendications ouvrières qu'il est indispensable de satisfaire pour créer un climat favorable au développement de l'effort de production: il serait inadmissible que sous prétexte de manipulations monétaires on refuse aux ouvriers les augmentations de salaires auxquelles ils ont droit.

Pour les paysans, nous devons orienter le travail de nos organisations de manière que les problèmes agricoles soient traités avec le sérieux qu'ils méritent.

Nous devons lutter pour que les paysans soient assurés de vendre leurs produits à des prix rémunérateurs.

Nous devons veiller à ce que les trusts qui restent tout-puissants et dont il faut abattre le pouvoir malfaisant ne puissent pas parvenir à imposer à la fois le maintien des bas salaires pour les ouvriers et le maintien des bas prix pour les produits agricoles.

L'union des ouvriers et des paysans qui s'est réalisée pendant l'occupation contre les boches doit se maintenir et se consolider sur la base d'intérêts communs afin de pouvoir faire échec aux plans des trusts.

Pour les femmes qui ont marrainé les F.T.P., qui ont lutté contre les affameurs de Vichy, qui se sont battues dans le maquis et sur les barricades, nous devons travailler à leur union au sein de l'Union des Femmes Françaises en les appelant à continuer la lutte pour la libération de toute la France et en les appelant notamment à défendre la famille française, à s'occuper des petits, à organiser l'entraide pour assurer bien-être et santé aux petits enfants de France.

C'est au combat pour la France que les femmes sont appelées par les martyres d'Auschwitz, par celles qui sont là-bas, comme notre Marie-Claude Vaillant-Couturier, Henriette Mauvais et tant d'autres que bientôt nous reverrons parmi nous.

Pour les jeunes qui se sont magnifiquement battus et qui continuent à se battre magnifiquement partout où il y a des boches, il faut aider nos jeunes camarades de la jeunesse Communiste à grossir massivement et rapidement les rangs des Forces Unies de la jeunesse Patriotique (F.U.J.P.).

Il faut unir la jeunesse de France et l'entraîner au combat ; c'est à cette tâche que se consacrent les F. U. J. P. et nos jeunes communistes qui sont parmi les meilleurs militants des F.U.J.P. doivent être aidés par le Parti pour qu'ils puissent remplir la tâche qui leur incombe.

Notre belle jeunesse Communiste, que préside Raymond Guyot, a donné beaucoup de martyrs à la cause de la libération nationale.

Au nom de Danielle Casanova s'ajoutent ceux de Despouy de Beynac, de Hapiot, de Casteur et de nombreux autres jeunes

communistes qui sont morts pour que vive la France, tandis que des milliers d'autres sont dans les camps et les prisons, et parmi ceux-là il y a notre camarade Victor Michaut.

Notre Parti doit se tourner résolument vers la jeunesse, vers l'avenir, et la jeunesse Communiste doit trouver dans notre Parti compréhension et aide pour l'aider à , rassembler la jeunesse de France et à l'entraîner à l'action.

Pour les intellectuels, notre Parti voit s'ouvrir sans nul doute, maintenant, de grandes possibilités d'action:

Nombreux sont les intellectuels qui ont appris à nous connaître dans le travail clandestin, qui ont apprécié le sérieux de notre travail, le dévouement, l'esprit d'initiative et le courage de nos militants: Ils ont pu voir que chez les communistes la personnalité humaine, loin d'être étouffée, est développée, ils ont pu voir que les communistes soviétiques ont fait de leur pays un pays cultivé et fort, un pays marchant vers le progrès.

De nombreux intellectuels viennent à nous et nous devons ouvrir les portes de notre Parti à ceux qui, nombreux, veulent venir prendre place parmi nous.

Aussi bien parmi les diverses professions libérales que parmi les professeurs et parmi 'les instituteurs, notre Parti peut et doit recruter de nouveaux membres en grand nombre.

Nous devons veiller au fonctionnement des comités locaux et départementaux de la Libération, nous montrer profondément unitaires, mais ne pas permettre que les droits de notre Parti soient foulés aux pieds.

Nous devons tenir compte du fait que de nombreux camarades ont été placés à la tête de municipalités et que d'autres y seront placés, car les comités départementaux de la Libération procèdent à l'examen de l'activité de diverses municipalités pour écarter celles qui se sont mal conduites et les remplacer par des patriotes.

Dans ces conditions, nous devons mobiliser les camarades ayant des compétences municipales en vue d'organiser une aide sérieuse à nos camarades investis de fonctions municipales, de façon qu'ils s'en acquittent dans les meilleures conditions.

Enfin, notre Parti travaille encore dans l'illégalité dans de nombreux départements de France. Notre pensée va aux camarades qui luttent dans ces conditions et avec qui nos contacts sont devenus plus difficiles.

Néanmoins, il faut que nous surmontions toutes les difficultés pour assurer la liaison avec vos régions des territoires encore occupés et les aider de notre mieux.

Nous avons pris des dispositions pour que dans les régions encore occupées une délégation de notre Comité central, sur la composition de laquelle il vaut mieux garder le silence, puisse assurer la direction de notre Parti et nous sommes sûrs que ses efforts tendront à développer au maximum la lutte armée contre l'ennemi et contre les traîtres, à entraîner les masses à l'action et à préparer l'insurrection populaire en suivant l'exemple donné par Paris.

Avec les provinces libérées, il importe de rétablir rapidement les liaisons. Nous avons ici un camarade venant de Bretagne

qui nous apporte de bonnes nouvelles, nous fait part de l'afflux de nouveaux adhérents au Parti, du développement vertigineux du Front national.

Il faut que nos instructeurs interrégionaux continuent à guider les directions régionales dont ils ont la charge et les aident à s'adapter aux nouvelles conditions de travail avec fermeté, avec une grande compréhension de la nécessité de l'union de la Résistance et avec une volonté bien arrêtée de développer intensément la, politique du Parti en exigeant partout que notre Parti puisse éditer sa presse, tout en combattant les passe-droits dont nous pourrions être victimes par rapport à d'autres groupements de la Résistance.

Ainsi, de grandes tâches nous attendent et nous devons préparer notre Parti à les accomplir. Nous devons nous adapter à la vie légale, réorganiser les cellules - locales et d'entreprises et les sections.

Nous devons élargir les directions de nos cellules et sections et corriger le sectarisme dont pourraient faire preuve des camarades qui sortent de la clandestinité et qui peuvent avoir des difficultés à s'adapter aux nécessités du travail de masse.

Il y a souvent de vieux militants du Parti qui n'ont pas toujours fait ce qu'ils auraient pu faire, qui n'ont pas agi en héros, mais qui sont restés honnêtes.

De tels éléments doivent être utilisés par les organisations du Parti ; leurs possibilités d'action, en ce qui concerne le travail de masse, doivent être mises à profit ; un amalgame doit être fait entre ces vieux militants et les jeunes qui sortent de

l'illégalité et ont beaucoup à apprendre en matière de travail de masse.

Mais, bien entendu, cela ne signifie pas que l'on doit passer l'éponge sur les actes de ceux qui ont eu une attitude contraire à l'honneur d'un militant, et qui doivent être maintenus hors du Parti.

Enfin, il faut que nous entreprenions un travail méthodique d'éducation de masse de nos militants. Les six cours qui avaient été mis au point dans la dernière période sont à l'impression, ils vont être diffusés et nous devons mettre debout une solide section centrale d'éducation qui organisera un vaste réseau d'écoles dans tout le Parti.

Nous devons former des cadres, éduquer nos jeunes adhérents, armer nos camarades de la doctrine marxiste-léniniste et pousser d'autant plus activement le travail d'éducation que nous devons pousser au maximum le recrutement du Parti.

CONCLUSIONS

Telles sont, chers Camarades, les tâches qui se présentent devant nous.

Il manque dans notre Comité central, pour mener ces tâches à bien, plusieurs camarades dont les uns sont en zone Sud et les autres dans des régions encore occupées; il manque aussi nos camarades d'Alger, mais ils vont sans doute venir bientôt ; et il manque notre cher camarade Maurice Thorez, dont, par la pression des masses, nous devons exiger le retour.

Malgré les absences, nous mènerons notre tâche à bien, et nous donnerons le spectacle d'un grand Parti que rien ne peut diviser. Il est possible que certains aient pensé à diviser notre Parti, à partager les communistes en catégories et à établir des différences entre les communistes, mais ceux-là font tout simplement preuve d'un manque total de jugement sur notre Parti.

Notre Parti est uni comme un bloc, et c'est son union qui lui a permis de faire ce qu'il a fait depuis cinq ans. Les communistes, qu'ils soient à l'Université, dans un ministère, dans une usine, dans un bureau ou ailleurs, sont unis et c'est ce qui explique l'échec de toutes les manœuvres de division tentées contre nous.

Quand Daladier, en 1939, essaya de diviser notre Parti, il obtint le reniement de quelques misérables qui devinrent des agents boches. par la suite, mais l'unité du Parti resta intacte.

Et ce qui était vrai en 1939 l'est encore plus aujourd'hui en 1944. Aussi abordons-nous avec confiance la nouvelle période d'activité qui s'ouvre devant nous.

Le général de Gaulle prépare un remaniement de son gouvernement. Pour le moment, nous ne savons rien officiellement de ce qu'il compte faire, mais sans doute les projets politiques du Chef du gouvernement vont être connus.

Ce qui est clair, c'est qu'il faut un gouvernement qui représente vraiment la France, et il faut bien dire que certaines personnalités du gouvernement actuel ne représentent pas grand'chose.

Maintenant, le général de Gaulle a toute possibilité de constituer un gouvernement véritablement représentatif de la France. Attendons et ne préjugeons en rien des mesures qui seront prises.

Il est clair que, dans la mesure où le Gouvernement Provisoire représentera vraiment la France, il aura d'autant plus de poids pour se faire reconnaître par les gouvernements alliés.

Ce qu'il faut, en tout état de cause, c'est resserrer l'union de tous les Français et maintenir vivante l'union de la Résistance française.

Les comités locaux de la Libération constitués dans toutes les localités seront d'autant plus forts qu'ils convoqueront des assemblées populaires et feront approuver le programme d'action de la Résistance.

Et demain on peut espérer que de larges congrès départementaux de la Résistance se réuniront et donneront une expression organisée à la Résistance française.

Ainsi commencera à s'exprimer la volonté du peuple sans l'accord enthousiaste duquel il serait vain de penser pouvoir reconstituer la France après sa libération.

Certes, Hitler voudrait faire durer la guerre le plus longtemps possible, mais l'intérêt de la France est d'en finir au plus vite avec l'Allemagne hitlérienne, de ne se prêter à aucun attermoiement, de mobiliser toutes ses forces pour participer à la guerre et aller jusqu'en Allemagne avec les Alliés traquer la bête hitlérienne dans son repaire.

Notre grand Parti, qui sort de la clandestinité avec le titre si bien mérité de Parti des Fusillés, va poursuivre son combat, soutenu par l'exemple de ses morts, avec l'ambition d'être demain le Grand Parti de l'Union et de la Renaissance de la France. (Applaudissements prolongés.)

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le Comité central du Parti Communiste français, réuni le 31 août 1944, sous la présidence de Marcel Cachin, après avoir approuvé le rapport présenté par Jacques Duclos, secrétaire du Parti, exprime l'espoir que le Gouvernement Provisoire, présidé par le général de Gaulle, qui va désormais siéger dans Paris libéré par les F.F.L, les Milices Patriotiques et les Parisiens insurgés, sera prochainement reconnu par tous les gouvernements alliés comme il l'a déjà été par l'U.R.S.S. et un certain nombre de pays alliés.

Paris, le 31 août 1944.

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le Comité central du Parti Communiste français, réuni le 31 août 1944, sous la présidence de Marcel Cachin, après avoir approuvé le rapport présenté, par Jacques Duclos, secrétaire du Parti, adresse l'expression de son affectueuse confiance au camarade Maurice Thorez, secrétaire général du Parti.

Il appelle toutes les organisations du Parti à développer une incessante campagne de masse en vue d'obtenir que Maurice

Thorez, haï au plus haut point par les hitlériens et les traîtres de la 5^{ème} colonne, puisse venir rapidement reprendre sa place à la tête de notre grand Parti pour servir les intérêts de la France, comme il le faisait hier en France, dans la clandestinité, et comme il le fait aujourd'hui dans la capitale de notre grande alliée, l'Union soviétique.

Paris, le 31 août 1944.

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le Comité central du Parti Communiste français, réuni le 31 août 1944, sous la présidence de Marcel Cachin, après avoir approuvé le rapport présenté par Jacques Duclos, secrétaire du Parti, salue fraternellement les officiers et soldats des F.T.P. qui ont la fierté de constituer les troupes d'élite des F.F.I.

Il salue en eux les pionniers de la lutte armée contre l'envahisseur, dont l'exemple a créé les conditions de la formation des F.F.I.

Il salue en eux les patriotes indomptables qui ne se sont jamais laissé arrêter dans le combat par le manque d'armes et se sont maintes fois armés aux dépens de l'ennemi pour retourner ses propres armes contre lui.

Il salue la mémoire des officiers et soldats des F. T. P. morts en combattant pour que vive la France, Charles Déborge, Carré, Rebière, Losserand, le colonel Dumont, les frères Camphin et les milliers de leurs compagnons de combat qui ont versé leur sang généreux pour la libération de la Patrie.

Il adresse ses remerciements aux militants communistes qui ont été les organisateurs des F.T.P., qui y ont consacré leur activité et en ont fait une formation militaire groupant plus de 100.000 patriotes de toutes conditions et de toutes convictions.

Il appelle les communistes à renforcer les rangs des F.T.P. et, par cela même, à grossir les unités des F.F.I. qui doivent pouvoir s'intégrer dans la nouvelle Armée Française, armée du peuple au service de la Nation.

Vivent les glorieux F.T.P.F. !

Vivent les F.F.I. !

Vive la France !

Paris, le 31 août 1944.

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le Comité central du Parti Communiste français, réuni le 31 août 1944, sous la présidence de Marcel Cachin, après avoir approuvé le rapport présenté par Jacques Duclos, secrétaire du Parti, adresse ses chaleureuses félicitations :

aux officiers et soldats des F.F.I. de la région parisienne qui ont vaillamment combattu pour libérer la capitale ;

aux Milices Patriotiques qui ont entraîné la masse des Parisiens et Parisiennes à dresser des barricades et à lutter contre les boches ;

à la division du général Leclerc qui a prêté du matériel de guerre aux F.F.I. pour prendre le Luxembourg ;

aux cheminots qui, en déclenchant la grève, le 10 août, ont joué un rôle de premier plan dans la préparation de l'insurrection parisienne et se sont montrés dignes de leur chef inoubliable, Pierre Sémard ;

aux policiers patriotes qui ont combattu dans les rangs des F.F.I. et qui, maintenant, doivent avoir à cur de participer à l'épuration du corps de la Police parisienne des éléments traîtres qui ont persécuté des patriotes et les ont livrés à la Gestapo ;

à tous les Parisiens et Parisiennes qui, en couvrant Paris de barricades, en se lançant résolument dans la bataille, malgré le manque d'armes, en s'armant aux dépens de l'ennemi, en assiégeant les boches dans la capitale et en repoussant avec mépris le mot d'ordre de la trêve, ont montré au monde que le peuple de France est bien décidé à recouvrer, dans le combat et par le combat, sa liberté, son indépendance et sa grandeur.

Le Comité central adresse ses félicitations aux organisations parisiennes du Parti pour l'effort qu'elles ont déployé en vue d'assurer le triomphe de l'insurrection parisienne. Il les appelle à redoubler d'activité pour adapter leur travail à la situation nouvelle et pour enrôler sans tarder dans nos cellules et sections les milliers de patriotes parisiens qui demandent leur adhésion au Parti.

Vive l'insurrection parisienne victorieuse !

Vive la France !

Paris, le 31 août 1944.

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le Comité central du Parti Communiste français, réuni le 31 août sous la présidence de Marcel Cachin, après avoir approuvé le rapport présenté par Jacques Duclos, secrétaire du Parti, adresse un fraternel salut aux officiers et soldats des F.F.I., qui, avec un magnifique courage et un remarquable esprit d'initiative, ont lutté et luttent, aux côtés des Alliés, pour libérer le territoire national.

Il salue fraternellement les troupes françaises qui, sous le commandement du général Leclerc, au nord, et du général Delattre de Tassigny, au sud, prennent une part glorieuse aux combats de libération de la France.

Il salue chaleureusement les troupes anglaises et américaines qui, sous le commandement du général Eisenhower, au nord, et du général Wilson, au sud, combattent pour chasser les envahisseurs hitlériens de notre sol.

Il salue avec un sentiment d'affectueuse reconnaissance la glorieuse Armée Rouge qui, sous le commandement prestigieux du maréchal Staline, a remporté les plus grandes victoires de l'histoire des guerres.

L'Armée Rouge, en exterminant ou en capturant 9 millions d'officiers et soldats allemands. a infligé à l'ennemi des pertes

irréparables ; elle a rendu possible le débarquement allié, et chaque Français sait que sans l'héroïsme et les sacrifices de l'Armée Rouge, la France aurait dû attendre de longues et terribles années avant de pouvoir espérer se libérer.

Le Comité central, conscient de la nécessité d'accroître la participation de la France à la guerre, afin qu'elle puisse recouvrer, sans contestation possible, sa liberté, son indépendance et sa grandeur, souligne l'urgence qu'il y a à renforcer l'Armée française en y intégrant les unités des F.F.I.

La nouvelle Armée française s'enrichissant de l'apport des forces populaires que représentent les F.F.L, s'interdisant toute exclusive contre des patriotes et éliminant tout esprit de caste de ses rangs, saura renouer le fil des grandes traditions militaires de notre pays et se hausser au niveau des exigences de la technique moderne pour remplir la mission qui lui est assignée en vue d'assurer la sécurité et la grandeur de la Patrie.

Vivent les armées anglaises et américaines !

Vive l'Armée Rouge !

Vivent les F. F. I. et toutes les troupes françaises !

Vive la nouvelle Armée française au service de la France et de la République !

Paris, le 31 août 1944.